

*W. Lonnie Ding-Everson, .
Kelly Dietz*

Les Aïnous¹

Les Aïnous et le problème des discours de haine au Japon

2014 a vu les Aïnous plonger sous les feux des projecteurs à cause de problèmes causés par des discours haineux au Japon. Non seulement les politiques ont cherché à améliorer la situation socio-économique des Aïnous mais ils ont aussi promu la culture aïnou qui a subi de nombreuses attaques, attaques souvent dirigées vers le peuple Aïnou lui-même.

En septembre, la question a attiré l'attention sur le plan national quand un membre de l'assemblée de la ville de Sapporo dans l'Hokkaido, la patrie traditionnelle des Aïnous, a posté sur Twitter : "les Aïnous n'existent plus".

Malgré les appels à sa démission et à son éviction du Parti Libéral Démocrate (LDP), il continue de siéger au sein de l'assemblée de la ville, en utilisant les médias sociaux pour galvaniser parmi ses partisans le sentiment anti-aïnou. Par la suite, il a partagé le tweet d'un partisan exigeant que les Coréens et les Aïnou quittent le pays. Dans l'assemblée préfectorale d'Hokkaido, aussi, un membre du LDP a déclaré en novembre que l'indigénité des Aïnous était «très discutable» et a continué de nier que les Japonais avaient infligé de nombreuses souffrances aux Aïnou dans le passé. Le membre de l'Assemblée préfectorale, également connu pour sa présence active sur les médias sociaux dans la promotion de la cause anti-aïnou, n'a dû faire face à aucune sanction pour ses commentaires.

Ces déclarations ont été qualifiées de «discours de haine» et ont ainsi attiré toute l'attention du comité de l'ONU concernant l'élimination de la discrimination raciale lors de l'examen du rapport périodique japonais en août. Cependant, en ce qui concerne les mesures politiques envers les Aïnous, l'accent du rapport du gouvernement japonais avait été mis sur ses efforts à promouvoir la langue et la culture aïnou. Ces développements montrent que les Aïnou doivent faire face à de nombreux défis non seulement concernant le maintien de leur langue et de leur culture, mais aussi concernant leurs droits à la terre et à des ressources en tant que population autochtone ainsi que leur droit fondamental à la non-discrimination.



Conférence mondiale sur les peuples autochtones et les dépouilles ancestrales

En attendant, les Aïnous ont vu certains développements positifs avec leur participation à la Conférence mondiale sur les peuples autochtones (WCIP). Kazushi "Yupo" Abe, vice-président de l'association Aïnou d'Hokkaido, a ainsi pu participer à la conférence en tant que membre officiel de la délégation du gouvernement japonais ; ce fut la première fois qu'une personne aïnou rejoignait une conférence internationale à ce titre. Lors de la conférence, le gouvernement japonais a souligné son intention de créer un «espace symbolique pour l'harmonie ethnique" à temps pour les Jeux Olympiques de Tokyo en 2020, espace qui sera utilisé pour restaurer l'espace de vie traditionnelle aïnou ainsi que pour réunir et commémorer les dépouilles ancestrales aïnou. Le document final de la WCIP semble également apporter un soutien dans la mise en place de ces efforts, en particulier de l'article 27 qui traite de la question de "l'accès et du rapatriement des objets cérémoniels et des dépouilles humains", sujet qui continue d'être un point de discorde dans le Japon.

Tandis que le gouvernement a officiellement adopté une décision du Cabinet pour la mise en place de l'«espace symbolique» et des lignes directrices pour le rapatriement des dépouilles ancestrales aïnou en juin, ces mesures ont fait l'objet de critiques venant de militants aïnou. Tout d'abord, les lignes directrices établies sont spécifiques au "rapatriement des dépouilles dont la personne a été identifiée", ce qui signifie que les lignes directrices sont applicables à seulement 23 des plus de 1600 dépouilles détenues par les universités. En outre, les dépouilles ancestrales sont souvent mal considérées par les universités : nombre de ces dépouilles sont démembrées et les différentes parties sont stockées séparément. Cela ne fait que renfoncer les difficultés à l'identification et donc au rapatriement des dépouilles. En effet, on dénombre plusieurs cas où les universités refusent de restituer les dépouilles aux communautés locales, citant les directives du gouvernement et affirmant que l'identité de la dépouille ne peut pas être établie sur base de leur propre considération. Certains militants aïnous sont opposés à l'idée même de réunir les dépouilles ancestrales dans un "espace symbolique", faisant valoir qu'elles devraient plutôt être restituées aux communautés locales. Beaucoup de personnes sont également vigilantes sur le fait que les dépouilles continuent d'être utilisées pour la recherche dans cet "espace symbolique" établi par le gouvernement, et que sa mise en place permettra tranquillement d'ignorer les crimes commis par les universités envers les Aïnou, sans les considérer pleinement. Pour les militants et les dirigeants aïnou qui travaillent au sein et à l'extérieur du gouvernement japonais, ce qu'ils veulent plus que tout est tout simplement que les dépouilles ancestrales soient traitées avec la dignité que les restes d'êtres humains méritent.

Les Okinawans

Les campagnes de Futenma-Henoko continuent

Les problèmes les plus pressants des Okinawans continuent à provenir de la présence militaire américaine et de la déférence du gouvernement japonais dans ses relations avec les États-Unis dans le contexte d'Okinawa. 2014 a été marquée par la politique entourant les 19 longues années de combat mené afin de fermer la base militaire américaine de Futenma, situé dans le centre de la ville densément peuplée de Ginowan, et pour empêcher la construction d'un nouveau complexe militaire américain en milieu rural sur le cap de la ville de Nago Henoko (voir *The Indigenous World* 2011, 2012, 2013). Les tensions et les protestations se sont amplifiées cette année-là quand le gouvernement japonais a sérieusement commencé la construction.

Un nouveau sit-in a été organisé à l'entrée du camp de Schwab lorsque les entrepreneurs du gouvernement japonais ont commencé la construction en juillet. Des rassemblements furent organisés tout au long de l'année et ont attiré des dizaines de milliers de personnes ; les sondages ont régulièrement montré qu'une majorité écrasante des habitants d'Okinawa étaient opposés à la nouvelle base et désiraient la fermeture de Futenma. Le sentiment populaire s'est alors manifesté dans la politique électorale. L'assemblée préfectorale a commencé l'année en appelant à la démission du gouverneur Nakaima Hirokazu, qui avait annulé son opposition à la construction de la base en 2013. A la fin de l'année, les habitants d'Okinawa dans leur ensemble avaient évincé Nakaima, au lieu d'élire à la gouvernance des candidats anti-construction de la base et les sièges inférieures des quatre préfectures de la Chambre dans le régime

alimentaire national du Japon. Les habitants de la ville de Nago ont également réélu le maire anti-base, Inamine Susumu.

Avec l'administration Obama qui a augmenté sa pression, Tokyo a dû répondre à différents niveaux. Le maintien de la construction initiale au sein du camp Schwab attisa les protestations, le gouvernement annonça également qu'il allait transférer le contrôle d'une route préfectorale de Takae à l'armée américaine. Les représentants du gouvernement ont alors refusé de rencontrer le gouverneur élu Onaga Takeshi et, peu après, il fut décidé que 10 pourcent du budget d'Okinawa serait retiré à partir de 2015. Beaucoup attendent l'annulation du chemin de fer nord-sud tant attendu sur l'île d'Okinawa.

Les Okinawans soulignent souvent les problèmes quotidiens que posent les bases pour expliquer le dévouement inébranlable des militants au sein des campagnes de Futenma et Henoko, ainsi que le large soutien concernant une diminution de la présence américaine en général.

En février, les responsables militaires ont annoncé les résultats des tests effectués à partir de prélèvements du sol provenant du crash d'un hélicoptère militaire à Ginoza en 2013. Ces tests ont révélé la présence de plomb et d'arsenic à des niveaux respectivement de 74 et 21 fois les normes de sécurité. Cela contribue à expliquer la condamnation officielle et populaire des neuf incidents impliquant une défaillance de l'appareil militaire en 2014. L'année a également vu la poursuite des crimes par les membres du service américain, comme une agression sexuelle, une entrée par effraction, de l'alcool au volant et des délits de fuite.

L'année s'est terminée avec la suspension par le gouvernement de la construction à Henoko après une série de typhons et de nouvelles incertitudes concernant la présence forte de candidats anti-bases dans les urnes. La construction devrait reprendre en janvier, mais le projet devra faire face à une opposition renforcée.

Intervention transnationale

Les stratégies transnationales continuent, reflétant un manque de confiance dans les institutions japonaises pour résoudre les problèmes liés aux bases. Cette année, le maire de Nago Inamine rencontra directement les législateurs et les responsables à Washington DC.

Le contentieux continua également dans le procès « Dugong v. US Secretary of Defense ». Classé à la cour du district fédérale américaine en 2003 par une coalition des organisations environnementales japonaises, américaines et d'Okinawa, la requête a utilisé la loi sur la préservation historique nationale des États-Unis (NHPA), qui exige que les organismes américains opérant au niveau international prennent en compte les effets de leurs actions sur les biens culturels et officielles du pays d'accueil. L'expansion du camp Schwab implique une vaste décharge de l'habitat primaire du dugong³ d'Okinawa qui est déjà sévèrement en voie de disparition, ce "monument naturel" protégé par la loi japonaise concernant la protection des biens culturels. En avril 2014, le Département de la Défense (DoD) a déposé un rapport ordonné par le tribunal précisant que l'expansion de la base militaire n'aurait "aucun effet négatif" sur les dugongs. Les plaignants ont déposé une nouvelle action en juillet, citant la mauvaise exécution du DoD concernant les exigences du NHPA et son refus de rendre public les

études soulignant sa détermination. Une nouvelle série d'audiences a débuté en décembre.

La participation soutenue aux forums des Nations Unies par les habitants d'Okinawa a contraint le gouvernement japonais à ouvrir des discussions concernant les droits d'Okinawa dans le contexte des conventions ratifiées. En août, Keiko Itokazu est devenu le premier membre de l'assemblée législative à faire un appel direct à l'ONU, devant le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) à la conférence mondiale des peuples autochtones. Jusqu'ici, Tokyo a fermement rejeté l'identité des peuples autochtones des habitants d'Okinawa et les accusations de discrimination à leur encontre. Dans son rapport d'août 2014, le CERD a contesté la position du gouvernement japonais, citant la reconnaissance par l'UNESCO du Ryky, des langues, de l'ethnicité unique et de la culture des Okinawans. Les représentants du gouvernement ont répondu que les habitants d'Okinawa "ne sont pas soumis à 'la discrimination raciale' comme prévu dans la Convention", et que le Ryky était présent parmi les «nombreuses îles de l'archipel [du Japon], ayant développé des traditions avec des traits uniques»⁴.

Notes et références

1. Population figure for Hokkaido taken from the 2013 Survey of Ainu Livelihoods conducted by the Hokkaido prefectural government in cooperation with the Ainu Association (Hokkaido Government, Environment and Lifestyle Section. 2013. *Hokkaido Ainu Survey on Livelihood Report*, Accessed 6 January 2015, http://www.pref.hokkaido.lg.jp/ks/ass/ainu_living_conditions_survey.pdf). Population figure for rest of Japan taken from 2011 Survey of Non-Hokkaido Ainu Livelihoods conducted by the Council for Ainu Policy Promotion. 2011. *Non-Hokkaido Ainu Survey on Livelihood Report*, Accessed 6 January 2015, http://www.kantei.go.jp/jp/singi/ainusuishin/dai3/240siryoushu3_3.pdf). Many with Ainu ancestry do not publicly identify as Ainu due to discrimination and stigma in Japanese society. Ainu observers estimate the actual population of those with Ainu ancestry to be between 100-300,000, with 5,000 in the greater Kanto region alone.
2. Voir le Rapport *The Indigenous World 2014* pour les détails.
3. Le dugong (Dugong dugon, du malais duyung) est une espèce de mammifère marin au corps fuselé, vivant sur les littoraux de l'océan Indien et de l'océan
4. <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=14957&LangID=E#sthash.DQxguRs0.dpuf>

W. Lonnie Ding-Everson, the author of the section on the Ainu, is the founder of AINU PRIDE PRODUCTIONS (<http://www.ainupride.com>) and a former Ainu language instructor for the Foundation for Research and Promotion of Ainu Culture's language program in Tokyo.

Kelly Dietz is the author of the section on the Okinawans. She is assistant professor in the Department of Politics at Ithaca College in New York.

Source : *The Indigenous World 2015*
Traduction pour le GITPA par **Aurélie Giovine**